

Unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 02/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

GUEGAN T.P. SARL

BOTAN
22110 ROSTRENEN

Code AIOT : 0005502378

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2023 dans l'établissement GUEGAN T.P. SARL implanté BOTAN 22110 ROSTRENEN. L'inspection a été annoncée le 14/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUEGAN T.P. SARL
- BOTAN 22110 ROSTRENEN
- Code AIOT : 0005502378
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de carrière à ciel ouvert autorisée par arrêté du 12/04/2001 modifié le 30/08/2012, le 30/07/2019 et le 03/04/2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Vérification du respect de certaines dispositions des arrêtés du 12/04/2001 et 30/08/2012.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| 2 | volumes des | AP Complémentaire du 30/08/2012, | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------|--|-------------------|
| | prélèvements | article 1.6. | |
| 3 | Plan de gestion des déchets inertes | AP Complémentaire du 30/08/2012, article 1.7. | Sans objet |
| 4 | Bruit | Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 6.2. | Sans objet |
| 5 | aménagements préliminaires | Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 7.2. | Sans objet |
| 6 | Plans | Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 7.4. | Sans objet |
| 7 | Accueil de déchets inertes | AP Complémentaire du 30/08/2012, article 1.4 | Sans objet |
| 8 | Elimination des déchets | Arrêté Préfectoral du 13/04/2001, article 5.1 | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|--|-------------------|
| 1 | Rubriques | AP Complémentaire du 30/07/2019, article 1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection met en évidence des points de vigilance sur la tenue d'un registre de consommations d'eau de forage, l'établissement d'un plan de gestion des déchets inertes, l'impact sonore de l'installation, l'identification de l'installation, l'établissement du plan d'exploitation, la gestion des déchets accueillis sur site et l'élimination des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques

| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/07/2019, article 1 | | | |
|---|---|--|------------|
| Thème(s) : Risques chroniques, Rubriques | | | |
| Prescription contrôlée : | | | |
| Rubrique | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation - Volume autorisé | Classement |
| 2510.1 | Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6 | <ul style="list-style-type: none"> Extraction de quartzite sur une surface totale autorisée de 4,95 ha Production maximale annuelle autorisée : 40 000 tonnes/an | A |
| Constats : L'exploitant précise que la production a été de 18 000 tonnes en 2022. | | | |
| Type de suites proposées : Sans suite | | | |

N° 2 : volumes des prélèvements

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/08/2012, article 1.6. |
| Thème(s) : Risques chroniques, volumes des prélèvements |
| Prescription contrôlée : 4.4.2.4 Volumes des prélèvements Les volumes prélevés ne devront pas dépasser 10 m3/ heure, 100 m3/ jour et 20 000 m3 par an. Les eaux pompées seront stockées dans un bassin aménagé en fond de fouille de la carrière de 2 500 m3 au moins. |
| Constats : L'exploitant indique que le forage sert en appoint d'eau en été et pour le flocculant, et précise que le débit maximal est de 5 m3/h. L'exploitant ne dispose pas de registre pour l'enregistrement des prélèvements d'eau. L'exploitant doit mettre en place un registre des prélèvements d'eau de forage sur l'installation. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 3 : Plan de gestion des déchets inertes

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/08/2012, article 1.7. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets inertes |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;• en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;• la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;• le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;• les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;• en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;• une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;• les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. |

| |
|--|
| Le remblaiement par des déchets inertes provenant d'entreprises extérieures est autorisé selon les prescriptions fixées par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2009, et dans la limite de 30 000 tonnes par an. Les stériles et les matériaux de découverte seront intégralement utilisés au bénéfice du réaménagement du site. |
| Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas fourni le plan de gestion des déchets inertes. L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière et transmettre le document à l'Inspection. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 4 : Bruit

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 6.2. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bruit |
| Prescription contrôlée : <p>En dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière (et les installations de premier traitement des matériaux) de devront pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 dB(A) pour la période allant de 6h30 à 21h30 sauf dimanches et jours fériés ; - 3 dB(A) pour la période allant de 21h30 à 6h30 ainsi que les dimanches et jours fériés <p>L'émergence est définie comme la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt.</p> <p>Les mesures de bruits seront effectuées conformément à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation du bruit émis par les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Le respect des valeurs d'émergence sera vérifié 1 an après notification du présent arrêté puis tous les 3 ans par une personne ou un organisme qualifié. Les résultats de ces mesures, rappelant les conditions de leur réalisation, seront consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et portés à sa connaissance en cas d'anomalie.</p> |
| Constats : L'exploitant fournit le rapport de mesures des niveaux sonores de 2022 qui conclut à la conformité des résultats des mesures acoustiques. L'inspection rappelle que le rapport doit préciser les heures d'activité de l'installation et faire le lien avec les mesures en bruit ambiant et résiduel. Lors de l'inspection, il est constaté un bruit continu très perceptible provenant des rouleaux d'un convoyeur. L'exploitant doit mettre en oeuvre les mesures correctives sur son installation pour éviter toute nuisance sonore. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 5 : aménagements préliminaires

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 7.2. |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques chroniques, aménagements préliminaires |
| Prescription contrôlée : apposition de panneaux sur chacune des voies d'accès au chantier indiquant l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté d'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté. |
| Constats : Lors de l'inspection, il est constaté que le panneau identifiant l'installation est présent, l'arrêté de prolongation n'est pas indiqué. L'exploitant doit compléter le panneau d'identification de l'installation en précisant l'arrêté de prolongation de l'exploitation. Lors de l'inspection, il est constaté que le panneau avertissant de l'existence d'une carrière sur la route départementale n'est plus visible. L'exploitant doit contacter le gestionnaire de cet axe routier pour mettre en place une signalisation routière efficace. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 6 : Plans

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article 7.4. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plans |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établira un plan de la carrière, orienté sur fond cadastral reportant : <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre autorisé, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de l'excavation ; - les courbes de niveaux ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - les ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations...) |
| Constats : L'exploitant fournit le plan d'exploitation de juillet 2021. L'exploitant doit établir un plan topographique d'exploitation annuel. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 7 : Accueil de déchets inertes

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/08/2012, article 1.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Accueil de déchets inertes |
| Prescription contrôlée : La disposition de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2009 qui avait remplacé la disposition de l'article 7.5 - 1er alinéa de l'arrêté préfectoral du 12 avril 2001 est remplacée par la disposition suivante : « La remise en état est réalisée par remblayage avec des déchets inertes de manière à recréer une butte proche de l'originelle d'une hauteur à son sommet d'environ 237 m NGF, avant son boisement par des essences indigènes définis avec les services de le DDTM, conformément au dossier modificatif déposé en octobre 2011 ». |
| Constats : |

| |
|--|
| <p>Lors de l'inspection, il est constaté que l'installation accueille des déchets inertes principalement de la terre. L'exploitant fournit le registre d'admission.</p> <p>Il est constaté l'absence de panneau signalant l'interdiction de bennage en verse, l'absence de benne DIB et que le merlon de butée n'est pas suffisamment dimensionné.</p> <p>L'exploitant doit:</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en place un panneau signalant l'interdiction de bennage en verse, - mettre en place une benne DIB sur la plate-forme de déchargement, - renforcer le merlon de butée sur la plate-forme de déchargement. |
| <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> |

N° 8 : Elimination des déchets

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2001, article 5.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Elimination des déchets</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>5.1 - Stockages</p> <p>Dans l'attente de leur élimination finale, les déchets sont stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, etc...).</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégés des eaux météoriques.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté la présence de déchets divers sur l'installation, notamment d'équipements hors d'usage au niveau d'un ancien bassin.</p> <p>L'exploitant doit évacuer les déchets stockés sur site vers des installations autorisées.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> |